

semblables à celles-ci, le plan d'action est l'aboutissement d'un vaste processus consultatif. Il n'est pas le produit de technocrates et d'universitaires qui ont travaillé en vase clos, et il ne traduit pas les seules vues du Comité directeur de la prospérité.

C'est la distillation d'un vaste consensus que le Comité a constaté au pays sur la façon de rebâtir cette société. Écarter ce plan du revers de la main, comme l'ont fait certains critiques, constitue une insulte pour les milliers de Canadiens qui ont pris part à son élaboration. Pour ceux qui voulaient de la nouveauté, ils peuvent se réjouir du fait que ce document n'est pas un exercice intellectuel, mais bien un plan d'action.

Certains critiques ont avancé que le plan n'offre pas de solutions à court terme. Il reflète le consensus atteint par les Canadiens selon lequel nous ne pouvons plus nous contenter de solutions à court terme. D'autres ont laissé entendre que le plan ne prévoyait rien pour les mères célibataires, les étudiants, les petites entreprises, et bon nombre d'autres groupes, et qu'il reflétait un programme global. Développer une culture favorisant l'apprentissage et offrant à chaque Canadien la possibilité de gagner sa vie et d'apprendre, en réalisant son plein potentiel, constitue un programme que chaque Canadien peut faire sien. Un critique a déclaré qu'il fallait coordonner les politiques fiscales fédérale et provinciales, et c'est précisément ce que recommande le point trois du plan! Il faut prendre la peine de lire le plan avant de le démolir!

Enfin, certains critiques semblent s'arrêter exclusivement sur ce que le gouvernement fédéral peut faire, devrait faire, n'a pas fait ou ne devrait pas faire. Ils passent ainsi à côté d'un point central que les Canadiens ont soulevé au cours des consultations, à savoir que le gouvernement fédéral ne peut à lui seul bâtir la prospérité future du pays. Ces derniers comprennent parfaitement que les débours à court terme ne contribuent qu'à accroître la dette et ne nous placent pas en meilleure position pour affronter la concurrence du marché international. Les Canadiens ont affirmé très clairement qu'il faut délaissier cette façon de penser. Le plan d'action en tient compte, en s'adressant aux syndicats, au patronat, aux entreprises, aux éducateurs, aux étudiants, aux parents et même aux gouvernements fédéral et provinciaux et aux administrations municipales, en leur disant que tous les tenants de la prospérité doivent contribuer ensemble à la bâtir. J'incite tous les Canadiens à prendre connaissance du plan et à réfléchir à la façon d'y donner suite. C'est ce que le gouvernement fédéral se propose de faire.

Le secteur des services constitue un excellent exemple de ce que nous avons accompli et de ce que nous pouvons accomplir. À la Conférence nationale sur les services, l'an dernier, vous nous